



PRÉFET DE LA MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
Service Environnement Eau Préservation des
Ressources
Cellule Procédures Environnementales

AP n° 2015-CSS-30-IC
JM

**ARRETE portant création de la Commission de Suivi du Site
du centre de traitement de déchets, dit « Ecopôle »,
exploité par la société SITA DECTRA
sur le territoire de la commune de HUIRON**

**Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,
Préfet du département de la Marne,**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 125-2-1 et R. 125-5, R. 125-8 à R. 125-8-5 ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-CLIS-172 du 8 décembre 2005, portant création d'une commission locale d'information et de surveillance (CLIS) du site de traitement de déchets ménagers et assimilés dénommé «Ecopôle», exploité par la société TRAVADEC sur le territoire de la commune de HUIRON, dont les membres sont désignés pour une durée de trois ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-CLIS-172 du 3 décembre 2008, portant renouvellement de la CLIS du site de l'«Ecopôle», exploité par la société TRAVADEC devenue SITA DECTRA, sur le territoire de la commune de HUIRON, dont les membres sont désignés pour une durée de trois ans ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-CLIS-155 du 12 décembre 2011, portant renouvellement de la CLIS du site de l'«Ecopôle», exploité par la société SITA DECTRA, sur le territoire de la commune de HUIRON, dont les membres sont désignés pour une durée de trois ans ;

VU les résultats de la consultation écrite en date du 30 janvier 2015 ;

CONSIDERANT les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par le centre de traitement de déchets, dit « Ecopôle », exploité par la société SITA DECTRA, et l'intérêt qu'il y a de mettre en place une commission de suivi (CSS) de site en raison de son implantation sur la commune de Huiron ;

CONSIDERANT que la commission de suivi du site se substitue à la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) créée par l'arrêté préfectoral n°2003-CLIS-117-IC du 3 novembre 2003 et renouvelée par arrêté préfectoral n°2009-CLIS-165-IC du 7 décembre 2009 ;

CONSIDERANT que l'établissement relève de l'article R. 125-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'installation assure le traitement de Déchets Industriels Banals (DIB) non dangereux ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de la Marne ;

ARRETE

Article 1 : périmètre de la commission

Il est créé la commission de suivi de site, prévue à l'article L. 125-2-1 du code de l'environnement, autour de l'installation de la société SITA DECTRA, sise sur le territoire de la commune de Huiron, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation en vertu de l'arrêté préfectoral n° 2005-A-55-IC du 5 juillet 2005.

Article 2 : rappel des missions de la commission de suivi de site

La commission a pour missions de :

→ promouvoir l'information du public sur les conséquences en matière d'environnement et de santé humaine découlant de l'exploitation de l'installation,

→ créer entre les différents représentants des collèges un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par SITA DECTRA.

Pour ce faire, elle est tenue régulièrement informée :

- des décisions individuelles prises,
- des incidents ou accidents survenus.

L'exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Article 3 : Composition de la commission

La Commission de Suivi de Site (CSS) visée à l'article 1, est composée comme il suit :

Collège « Administrations de l'État » :

- M. le sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Champagne-Ardenne ou son représentant,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Marne ou son représentant,
- M. le directeur départemental des territoires de la Marne ou son représentant,

Collège « Élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés » :

- M. le maire de la commune de Huiron ou son représentant,
- Mme le maire de la commune de Courdemanges ou son représentant,
- M. le maire de la commune de Glannes ou son représentant,
- M. le président de la communauté de communes de Vitry, Champagne et Der, ou son représentant,
- M. le président du Conseil Général de la Marne ou son représentant,

Collège « Riverains » :

- Mme la présidente de l'association « Promouvoir Saint-Amand et la vallée du Fion » ou son représentant,
- M. le président de l'association "Marne Nature Environnement" ou son représentant,
- M. le président de l'association "Mouvement National de Lutte pour l'Environnement de la Marne" ou son représentant,
- M. le président de l'association « Nos Pays Ages » ou son représentant,

Collège « Exploitant » :

- Titulaires (3): Mademoiselle Caroline REVEL, M. Laurent MOREAU et M. Aurélien PETIT,
- Suppléants (3): M. Cédric PELTIER, M. Eric DELOGE et M. Jérôme MESNIER,

Collège « Salariés » :

- Titulaires (2) : Mme Sylvie HAUTENNE et M. Frédéric CHAPELLE,
- Suppléants (2) : Mme Véronique GUILLOIS et M. Eric PAILLARD,

Personnalités qualifiées (les personnalités qualifiées ne peuvent être suppléées) :

- M. le directeur de l'agence régionale de santé de la région Champagne-Ardenne ou son représentant,

Article 4 : Présidence

La présidence de la commission est confiée à M. le sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François qui, en cas d'absence ou d'empêchement, sera suppléé par le secrétaire général de la sous-préfecture de Vitry-le-François.

Article 5 : Durée du mandat

La durée du mandat des membres de la commission est fixée à cinq ans.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé en informe le président.

Le membre de la commission qui, au cours de son mandat, démissionne, décède ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 6 : Fonctionnement de la commission :

Le fonctionnement de la commission est défini dans le règlement intérieur adopté lors de la réunion d'installation de la commission de suivi de site conformément aux dispositions des articles R 125-8-3 à R 125-8-5 du code de l'environnement et du décret du 8 juin 2006 susvisé.

Article 7 : Validité des consultations

Les consultations de la CLIS créée par l'arrêté préfectoral n° 2005-CLIS-172 du 8 décembre 2005, renouvelée par arrêté préfectoral n° 2008-CLIS-172 du 3 décembre 2008 et par arrêté préfectoral n° 2011-CLIS-155 du 12 décembre 2011, auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

Article 8 : Abrogation commission locale d'information et de surveillance (CLIS)

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 2011-CLIS-155 du 12 décembre 2011 portant renouvellement de la CLIS créée par l'arrêté préfectoral n° 2005-CLIS-172 du 8 décembre 2005.

Article 9 : Délais et voies de recours

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

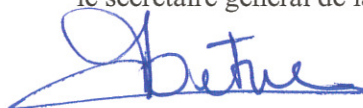
Article 10 : Exécution

M. le sous-préfet de l'arrondissement de Vitry-le-François est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la mairie de Huiroon pendant une durée de un mois et sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Chalons-en-Champagne, le 27 MAR. 2015

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Francis SOUTRIC

